

Vivre en Pyrénées

Lettre d'information de l'ASPAP Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Ariège-Pyrénées

N° 5 - septembre 2007

L'EDITO

Les ours se reproduisent, les loups arrivent, les vautours pullulent ... on voudrait tuer le pastoralisme pyrénéen qu'on ne s'y prendrait pas mieux ! Ce sont aujourd'hui un métier, une histoire, une culture, une économie, des paysages et toute une région qui sont en danger. Plus que jamais il faut rester mobilisés car les mois à venir vont être déterminants pour l'avenir des Pyrénées. Déterminants, car le nouveau gouvernement va s'appuyer sur le fameux Grenelle de l'Environnement (en octobre) pour repositionner sa politique sur les prédateurs. La nouvelle ministre de l'Environnement aurait même annoncé la poursuite du plan ours, qui prévoit 10 nouvelles introductions !

L'ASPAP fait entendre la voix des Ariégeois et celle des Pyrénées au sein de l'ADDIP de Toulouse jusqu'à Paris, là où se prennent les décisions. Nous apportons des éléments irréfutables sur les sujets de fonds – notamment l'impact des grands prédateurs sur la biodiversité – qui démontrent scientifiquement la nécessité absolue de sauvegarder le pastoralisme, pilier du développement durable en montagne. Nous restons mobilisés et justifierons le nécessaire abandon du plan ours et le retrait ou le cantonnement de ceux qui sont présents et de leur progéniture .

Et bien sûr il y a le terrain, où nous nous battons toujours, de jour comme de nuit. Ce 8 Octobre , 10 manifestants d'Arbas seront entendus à la cour d'appel de Toulouse suite au pourvoi en appel du maire d'Arbas. Cela aurait pu être n'importe lequel d'entre nous, et les propos de la ministre au sujet des battues du printemps laissent présager le pire : une nouvelle rafle arbitraire. Venons nombreux les soutenir, affichons notre solidarité, et réaffirmons notre profond désaccord ! Il faut nous battre ... sinon nous mourrons !

Sommaire

- **L'ADDIP, coordination pyrénéenne**
- **En route vers l'Europe**
- **Justice : 8 octobre de la solidarité**
- **L'Aspap défend les éleveurs contre l'ADET**
- **Roumanie/Pyrénées, insécurité ?**
- **Elections 2007**
- **Mort de l'ourse Franska**
- **Bernard Hinault soutient les éleveurs sur le tour de France**
- **Notre préfet roule-t-il pour l'Adet ?**
- **Loup y es tu ? J'y suis. Je tue.**
- **Asturies : le mythe espagnol tombe**
- **Ruralité, biodiversité, développement durable**
- **Été noir en Ariège**
- **Assistance en cas d'attaque**
- **26 juillet : une secrétaire d'état sous (mauvaise) influence**

Merci Stéphane !

Militant de l'Aspap de la première heure, puis animateur depuis 2006 tout au long d'une année éprouvante, par sa disponibilité, son professionnalisme, son adaptation à toutes les situations (parfois extrêmes !), sa gentillesse et son humour, Stéphane Lessieux a accompli un travail remarquable qui bénéficiera encore longtemps à l'ASPAP.

Stéphane a bien mérité de souffler un peu, il a passé le relais à une autre militante, Magali Boniface. Nous le retrouverons sur le terrain, et dès aujourd'hui nous lui envoyons un grand merci de nous tous !



Appel de cotisations 2007

Vous êtes des centaines à avoir renouvelé votre adhésion à l'ASPAP. Nous vous adressons votre carte d'adhérent 2007, et nos remerciements. Pour faciliter la tâche de ceux qui n'ont pas encore réglé leur cotisation, nous avons édité un bulletin d'adhésion nominatif, prêt à nous retourner.

Dans ces moments décisifs, nous avons besoin de la participation de tous. La poursuite de nos actions dépend largement de nos moyens financiers . Merci de votre soutien !

► Les Associations pyrénéennes se fédèrent dans une ADDIP restructurée.

Durant l'année 2006, l'ASPAP a beaucoup travaillé avec les autres associations départementales Pyrénéennes opposées à l'introduction de grands prédateurs, dans ce que nous appelions la « coordination pyrénéenne ». Notre volonté d'une démarche globale pyrénéenne nécessitait une structure légale et officielle à l'échelle du massif. Nous avons décidé d'utiliser l'ADDIP en la restructurant pour qu'elle devienne la représentation des associations pyrénéennes. Rappelons que **l'Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées** fut créée en 2002 par les premiers militants de la cause anti-ours et que malheureusement, faute de moyens d'animation, elle ne fonctionnait plus.

ADDIP : Bureau

Président : Philippe LACUBE, Ariège
Vice-Président : Pierre CAZASUS-LACOUZATE,
Pyrénées atlantiques
Trésorier : Laurent BARRAU, Hautes-Pyrénées
Secrétaire : Francis ADER, Haute-Garonne

Il est important de rappeler que chaque association gardera son travail d'animation et de militantisme et sa représentativité dans son département.

L'ADDIP a gagné les galons d'interlocuteur incontournable du territoire Pyrénéen. En témoignent l'entrevue que nous a accordée Chantal Jouanno, conseillère à l'écologie auprès de l'Elysée (voir ci-dessous) ; l'invitation du ministère de l'environnement à la table ronde du 26 juillet à Toulouse ; le rôle d'interlocuteur légitime dans les différentes missions ministérielles en cours sur la ruralité, ou le pastoralisme.

► Site Internet

La nouvelle version de notre site sera en ligne début octobre à notre adresse : www.aspap.info

Paroles de bergers, d'ânés, de jeunes, d'éleveurs, d'habitants des vallées, de vacanciers, d'amoureux de la montagne, envoyez nous quelques lignes et photos sur cette histoire unique entre les Pyrénées et vous. Ce site est le votre et s'appelle ... **La Cabane de l'ASPAP**

Justice - 8 Octobre de la Solidarité à Toulouse
Départs à partir de 9h00, prévoir un casse-croûte
Rendez-vous entre 13 et 14 h
devant la Cour d'Appel,
10 place du Salin à Toulouse

► Association Européenne

Après une première réunion fondatrice en Décembre 2006 à Serres sur Arget en Ariège, la **rencontre inter-massifs** organisée ce printemps à Serres (Alpes du Sud), réunissant 250 personnes autour de la question du retour des grands prédateurs, a tenu toutes ses promesses.

Venus des Pyrénées, des Alpes, du Massif Central, de Suisse, soutenus par leurs homologues espagnols, les participants ont réaffirmé leur volonté de défendre des modes d'élevage respectueux de la biodiversité et des besoins des consommateurs, de continuer ainsi à façonner des montagnes entretenues, sécurisées, vivantes, accueillantes pour tous les usagers de la montagne, source d'activités et d'emploi.

L'ADDIP a insisté sur la nécessité de s'affranchir des tutelles politiques ou syndicales qui, semble t'il, ont freiné les actions de nos collègues alpins. Nous leur avons proposé de redynamiser **l'Association Européenne de Défense du Pastoralisme contre les prédateurs**, qui siège à la commission permanente de la Convention de Berne. Une rencontre de travail est prévue ce trimestre pour définir une politique d'action commune, pour que les associations pro-prédateurs n'imposent plus leurs décisions à toute l'Europe.

► Justice – 8 octobre de la solidarité

Le 8 Octobre prochain, à Toulouse, les 10 militants poursuivis pour avoir manifesté de façon spectaculaire en avril 2006 à Arbas, vont devoir repasser en jugement suite **à l'appel déposé par la mairie d'Arbas**. Rappelons qu'en septembre 2006, le tribunal pénal a prononcé à leur encontre des peines sévères en regard des faits reprochés et les a condamnés à verser **4.300 €** sur les 60.000 € que demandait la Mairie d'Arbas. Une somme qui ne satisfait pas l'appétit au gain de François Archangéli, maire d'Arbas et Président de l'Adet. Lui qui n'est pas à une contradiction près, après avoir déclaré dès le soir de la première audience vouloir enterrer la hache de guerre courait chez son avocat dès le lendemain pour lancer une nouvelle procédure d'appel.

Parce que nous sommes tous conscients que n'importe lequel d'entre nous aurait pu être désigné, nous étions des centaines aux portes du tribunal en septembre 2006. **Le 8 Octobre prochain des cars seront organisés** au départ de tous les départements des Pyrénées pour exprimer, plus que jamais, notre unité et notre solidarité. Inscriptions auprès de votre association locale.

Pour l'Ariège :

Car départ Ax/Foix Claude Carrière 06 84 35 79 64
Car départ St Girons Véronique Estrémé 06 76 88 29 67

► Quand les associations pro-ours osent venir apprendre leur métier aux éleveurs ...

Par leurs propos publiés dans le Journal du Dimanche et la Dépêche du Midi, les responsables de l'Adet-pays de l'ours ont attaqué en termes injurieux les éleveurs Pyrénéens. Dans un communiqué adressé à toute la presse régionale, l'ASPAP exprime son indignation et sa solidarité envers les éleveurs : « De quel droit, Messieurs, au nom de quelles (in)compétences osez-vous juger la qualité du travail des éleveurs, et prétendez-vous leur apprendre leur métier, issu d'un savoir-faire et de traditions séculaires ? Vous-mêmes, que faites-vous pour préserver et entretenir l'espace montagnard ? » **Une provocation inacceptable**, de la part d'une association qui a imposé à notre massif cette introduction catastrophique pour son avenir, et dont les Pyrénéens ne veulent pas.

► Responsabilité, sécurité ?

Après deux cas similaires au printemps, cet été en Roumanie une randonneuse américaine a été mortellement attaquée par une ourse. Même si la probabilité d'attaque mortelle est rare, après des décennies de calme, dans plusieurs pays d'Europe, le nombre d'attaques sur l'homme avec blessures, voire décès est en forte progression, notamment en Finlande, Grèce, Slovaquie et aujourd'hui Roumanie.

Dans les Pyrénées, de très nombreux témoignages, montrent **des ours de moins en moins farouches, approchant des villages, traversant les routes nationales (voir article Franska) , faisant fuir pêcheurs et randonneurs**. Une tendance inquiétante que connaissent toutes les régions d'Europe où vivent des ours.

Est-il normal que l'attaque en Roumanie soit passée inaperçue ? En cas de drame en Pyrénées, qui serait responsable ? Les populations sont-elles suffisamment informées ? Pour combien de temps l'espace montagnard de travail, de loisirs, de découverte, de chasse qui fait des Pyrénées « une montagne de liberté » sera-t-il ouvert à tous ?

► Les urnes ont parlé

Non, les Pyrénéens ne veulent pas de l'ours et ils l'ont exprimé haut et fort lors des dernières élections législatives. La réalité des urnes a parlé, contredisant tous les sondages virtuels de l'ADET : par-delà les clivages politiques, tous les députés élus dans les Pyrénées sont des hommes et femmes qui ont clairement affirmé **leur opposition aux introductions d'ours, et leur volonté de maintenir un pastoralisme vivant**, support de biodiversité et d'emploi, garant d'espaces ouverts et accueillants pour tous les usagers de la montagne. Une véritable et saine leçon de démocratie.

► L'ourse a traversé, et c'est interdit !

Attaque après attaque, l'ourse slovène Franska a semé la tempête dans les Hautes-Pyrénées, sans trêve depuis le jour de son lâcher en 2006. Toutes les démarches de l'ASPP65, l'Association de Sauvegarde du Patrimoine Pyrénéen, présidée par Marie-Lise Broueilh, des élus et représentants professionnels, institutionnels et syndicaux, et de l'ADDIP pour retirer cette ourse des Pyrénées ont été rejetées par les pouvoirs publics. Le résultat est là : Franska a traversé sur une 4 voies, à l'entrée de Lourdes, terminant sa brève aventure française sous les roues d'un véhicule de l'armée.

Une démonstration de plus, cinglante, du fiasco de ces introductions. En important les ours les promoteurs de ces programmes n'ont pas importé leur territoire : jamais ces ours ne trouveront dans les Pyrénées vivantes et humanisées les conditions de solitude des déserts forestiers de Slovaquie, qu'ils n'auraient jamais du quitter.

Eperdues de rage, les associations pro-ours demandent déjà son remplacement, et celui de Palouma qui a fait une chute mortelle en 2006. L'Etat doit savoir qu'un seul nouveau lâcher d'ours dans les Pyrénées déclencherait sur le terrain une insurrection telle que personne ne sait où elle mènerait.

Rappelons encore que le plan d'introduction prévoit que seuls les ours retirés du milieu dans le cadre du protocole "ours à problèmes" peuvent être remplacés. Les ours morts naturellement ou accidentellement ne peuvent être remplacés que par la mise en oeuvre d'un nouveau "plan ours". Un remplacement sans élaboration d'un nouveau "plan ours" se ferait donc sans base légale.

Rappelons enfin que si on nous avait écoutés, ces ours seraient aujourd'hui en vie, en Slovaquie.

► Sur les routes du Tour de France

Les Ariégeois ont mis à profit le tour de France pour marquer pacifiquement, et avec détermination, le passage des coureurs en Ariège. Même les régies télé totalement hostiles à la diffusion de toute revendication n'ont pu empêcher la France entière de lire les innombrables et incontournables **NON AUX OURS** qui ont fleuri les routes du tour 2007. Les éleveurs du Vicdessos, à l'initiative de l'opération « rond-point » à Tarascon ont reçu le soutien de Bernard Hinault, venu sur place dire qu'« aucune indemnisation ne remplace une bête tuée, et que les éleveurs ne demandent qu'à vivre du fruit de leur travail ». Un précieux témoignage, réconfortant et très médiatisé, qui récompense l'enthousiasme des organisateurs, et suscitera sans doute d'autres idées d'actions !

➤ A vos plumes ...

Ce numéro de vivre en pyrénées est fait pour vous, n'hésitez pas à le commenter, le compléter, à proposer et rédiger un sujet pour le prochain numéro. Nos coordonnées :

ASPAP - 32, rue Général de Gaulle 09000 Foix
Notre adresse mail : aspap.contact@gmail.com

Pour toute information, vous pouvez nous joindre par téléphone au 06 30 29 90 86 A bientôt !

➤ Contre le pastoralisme ariégeois, notre préfet a choisi l'ours. Quand Valette rime avec ... Adet*.

L'état persiste et signe.

Il suffit de se reporter à l'article paru dans la Gazette Ariégeoise du 14 septembre (un hasard !! le même jour que la foire d'Ax-les-thermes), recueillant les propos de notre préfet :

- l'état a annoncé la couleur « nous avons des engagements à tenir »
- les expertises imputables bénéficient souvent du doute
- les indemnisations sont confortables
- il n'est pas honnête de dire que l'ours tuera le pastoralisme
- les français sont traités de barbares par la presse étrangère suite à la mort de 3 ours.

Comment peut-on réagir face à ces arguments ?

Un premier constat, nous sommes face à des responsables nationaux et locaux qui ne connaissent pas la réalité du terrain.

Oui l'ours tuera le pastoralisme et tout ce qui va avec. Ne parlons plus de développement durable, de biodiversité. Malheureusement nous serons confrontés à moyen terme à de sérieux problèmes concernant la gestion de l'espace.

Et quelques questions :

- Qui viendra s'installer dans nos villages ou prendre le relais de ceux qui exploitent aujourd'hui les territoires agricoles ?
- Qui viendra estiver sur nos montagnes réservées à la présence de prédateurs ?

* L'Adet, présidée par François Archangéli, maire d'Arbas, est le principal promoteur (et bénéficiaire de subventions) du plan d'introductions d'ours slovènes.

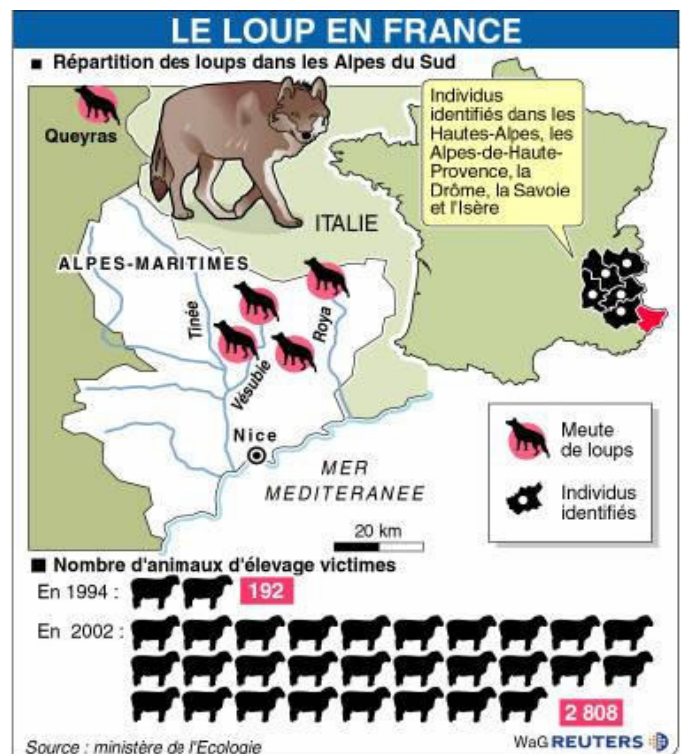
➤ Le loup dans les P.O. ... le début de la fin ?

La continuité de la présence du loup dans les Pyrénées-Orientales est désormais reconnue par les autorités françaises. Trois mâles et deux femelles au moins. 4 dommages de brebis ont été déjà été imputés au loup et indemnisés.

Côté espagnol, la population du loup est plus élevée. Mais ils ont du mal à migrer vers les Pyrénées-Orientales à cause des tirs et empoisonnements de la population locale, qui a décidé de faire barrage elle-même à la prolifération irrésistible du prédateur, tant que le faible effectif de loups le permet encore. Désespérée par l'inertie des autorités, elle regarde avec inquiétude les loups du versant français, en comptant sur l'historique solidarité transfrontalière.

Dans les Alpes, la progression du loup fut fulgurante : une ou deux années cruciales - et l'accord tacite de l'état - ont laissé aux meutes le temps de se former et de coloniser littéralement le massif alpin : en 5 ans, le nombre de loups est passé de 30 à 300, près de 4.000 brebis sont tuées chaque année, autant disparaissent. Un carnage.

L'extension du territoire du loup, ajoutée aux dégâts de l'ours, signerait de façon certaine et à court terme la mort du pastoralisme dans les Pyrénées. Pouvons nous faire confiance à l'état pour protéger les troupeaux et les populations ? Devant l'exemple des Alpes, où l'Etat a abandonné les hommes au profit du prédateur, ne devons nous compter que sur nous-mêmes pour nous défendre ?



L'explosion de la population et des prédateurs dans les Alpes. L'exemple à ne pas suivre dans les Pyrénées.

►Asturies? Paradis pour les loups, enfer pour les éleveurs et troupeaux!

Contrairement à ce qu'on nous raconte, la situation dans les Asturies est catastrophique, comme le souligne le Président du Fonds Espagnol de Protection des Animaux Sauvages lui-même. Il qualifie de « *désastre* » l'expansion des populations de loups hors des zones restreintes où elles étaient jusque là contrôlées.

Jusqu'aux années 80, les loups étaient fixés dans des réserves limitées à quelques secteurs du Parc des Picos de Europa. Chassés lorsqu'ils attaquaient les troupeaux, ils ne s'aventuraient pas en dehors, et un équilibre s'était établi entre eux et les herbivores sauvages dont ils se nourrissaient.

Devenus espèce « emblématique », strictement protégés, ils ont depuis 20 ans étendu leur territoire de chasse non seulement à toute la montagne des Picos mais à ses contreforts, aux collines et plaines voisines, et à tous les troupeaux.

Comme chez nous, les élevages avaient deux caractéristiques très modernes : maintien de la biodiversité grâce au pâturage extensif, et développement durable, car la grande majorité des animaux faisaient partie de races locales, rustiques. La FAO/ONU vient encore de souligner (septembre 2007) la nécessité de sauvegarder ces races comme alternative aux formes industrielles d'élevage, et réserve face aux inconnus du changement climatique.

Tout cela s'inverse aujourd'hui.

Biodiversité ? Par leur façon de brouter, chèvres et brebis assuraient la diversité de la végétation et limitaient l'expansion du *matorral* (fourrés, arbustes). Elles sont les premières à subir les attaques des loups, les éleveurs en montent donc de moins en moins aux estives. L'on aboutit alors très vite à un appauvrissement de la diversité végétale, qui se traduit par une grande sensibilité à ces incendies dont les télévisions ont montré les désolantes images.

Développement durable ? Chèvres et brebis permettaient la fabrication de fromages de montagne internationalement reconnus. Les éleveurs ne supportent plus de voir leur bêtes massacrées, ils abandonnent la montagne, passent à des formes industrielles de production, avec des races industrielles.



Les chèvres et les brebis sont parties, le loup attaque toujours

La diversité, là encore, s'en trouve amoindrie, celle des cheptels et celle des produits. En montagne par contre, moins de bêtes à traire : il devient presque impossible de fabriquer ces fromages typiques, alors que des sommes très importantes ont été consacrées à la modernisation des cabanes et à la construction de petites salles de traite et de fabrication aux normes européennes !

Ceux qui insistent malgré tout, se trouvent confrontés à des difficultés sans fin : attaques incessantes, grandes difficultés à les faire reconnaître par le Ministère, long délai de paiement. Et l'argent ne compense ni l'angoisse, ni les pertes de temps, ni les bêtes disparues, ni celles, affolées, que l'on ne réussit jamais à réhabituer au troupeau, ni l'irréversible perte génétique lorsque - cela vient d'avoir lieu - c'est un mâle reproducteur d'une race autochtone en cours de sauvegarde, sélectionné, primé, qui devient la proie d'une meute.

Et l'on en arrive à ce constat récent: pour Cangas de Onís, le canton qui montait le plus de chèvres et brebis, baisse du cheptel transhumant de 95% entre 1995 et 2006, près de 10.000 bêtes en 1995, autour de 500 en 2007. Les éleveurs n'osent plus transhumer ni chèvres, ni brebis.

Ceux qui continuent les formes extensives d'élevage passent alors aux bovins. Le loup aussi ! 15 veaux ou génisses tués en 2004, 36 en 2006 ... et les éleveurs en arrivent à penser qu'à l'avenir, « *il sera impossible de faire cohabiter activité d'élevage et présence des loups dans des lieux comme les Picos de Europa* ».

Avec l'ensauvagement, la seule cohabitation possible c'est avec le désert! Mais les éleveurs asturiens refusent, se regroupent, luttent. Avec eux et les Alpains, nous sommes en train d'organiser des actions communes pour que nos montagnes restent des montagnes à visage humain.

Nous en reparlerons.

Ruralité, biodiversité, développement durable : des Pyrénées à visage humain.

A partir de travaux scientifiques et de directives politiques qui, depuis la Conférence de Rio, envisagent de façon liée biodiversité, développement durable, et ruralité, nous avons pu recueillir des éléments irréfutables qui démontrent comment l'avenir des Pyrénées, montagnes humaines depuis le néolithique, ne peut être ni l'ensauvagement, ni le conservatisme patrimonial.

Cette approche met en évidence comment, entre ces deux écueils semblablement réducteurs, **les Pyrénées ont aujourd'hui un rôle à jouer au croisement des voies qui ont toujours été les leurs : assurer à la fois - production agricole pour nourrir les hommes, - création et maintien de paysage et de biodiversité, - offre de sites et d'activités de loisir pour ceux qui les visitent, - emplois et plaisir de vivre pour ceux qui y habitent.**

Pour défendre notre vision de la biodiversité et du développement durable, L'ASPAP, via l'ADDIP a demandé légitimement à siéger au « grenelle de l'environnement », grande négociation demandée par le Président de la République entre Etat Collectivités locales, ONG, syndicats d'employeurs et de salariés. Cette tribune nous a été refusée mais les lobbies pro-prédateurs (WWF, Ferus et consorts) se sont vus offrir de nombreuses places pour défendre leur vision réductrice de la biodiversité.

Un énorme travail de fond a été accompli, dont l'infatigable artisan se reconnaîtra. A voir l'inquiétude grandissante des promoteurs de « l'écologie de marché », notre vision globale, construite, argumentée scientifiquement, économiquement et socialement pourrait bien nous faire gagner des points décisifs ...

► Prédations, indemnisations, un été noir en Ariège

Tous les signaux sont au rouge en cette période de descente d'estive, qui avant les introductions d'ours était synonyme de fête :

- nombre de prédations en augmentation, malgré le nombre d'attaques non suivies de demandes d'indemnisation, notamment par lassitude des procédures et de la politique des « experts » sur le terrain de classer en non imputable le maximum de dégâts. Une tendance pour faire baisser les statistiques que l'on retrouve étrangement dans toutes les Pyrénées ...
- Extension de la présence de l'ours, y compris à des zones où il n'avait jamais sévi, comme les hautes estives du port de l'Albeille, à la frontière andorranne, où les attaques incessantes ont obligé l'éleveur à quitter l'estive en plein mois d'août.
- Etendue des attaques à tous les massifs d'Ariège, du Quérigut au Biros, de l'Aston à St Lary. Déjà 160 bêtes tuées au minimum pour la seule Ariège, plus de 100 dans les Hautes-Pyrénées ...
- Installation en Ariège de l'ourse Hvala et de ses 2 oursons, attaques répétées sur les estives de St Lary.
- Dysfonctionnements graves dans les expertises qui ont conduit l'ASPAP à mettre en place une cellule d'assistance aux éleveurs.
- Provocations du préfet qui attribue l'indemnisation des 94 brebis mortes à Orlu ... à une mesure d'apaisement.
- Refus du Préfet de toutes nos propositions d'amélioration de la procédure d'expertise.
- Nouvelles attaques sur des génisses, où l'état ose reconnaître « une prédation, des morsures, des griffures, des hématomes suite à des coups ayant provoqué la mort » ... mais n'impute pas l'attaque à l'ours. Mais alors à quoi ?
- Augmentation du nombre d'ours en Ariège, une dizaine peut-être, selon le témoignage très récent d'un garde ONC, soit 40 à 50 % de l'effectif total du massif.

Cet été fut avant tout celui de la solidarité. Amitiés resserrées ou nouées autour des réunions ASPAP ; entraide tous azimuts au moment des foins, en cet été mouillé qui a rendu le travail plus difficile ; à la montée et à la descente des estives, lors des attaques. Et d'émotion, lors du décès de Guy Notté.

Et si la déception l'a emporté le 26 juillet à Toulouse, de nouvelles actions sont déjà lancées, le combat continue, nous sommes plus déterminés que jamais.

► Assistance en cas d'attaque aux éleveurs/bergers/présidents de GP

Lors d'un conseil d'administration, l'éleveur dont le troupeau à Orlu a perdu 94 bêtes, est venu raconter à tous comment les gardes de l'ONC ont « oublié » de compter 21 brebis tuées, comment ils ont feint d'ignorer la large empreinte d'ours sur place, la trace de crocs sur le cou d'un agneau. Et surtout expliquer comment « **la pression a changé de côté** » lorsque 3 collègues éleveurs, membres de l'ASPAP, ont rejoint le groupe : avec calme et précision, ils ont exigé la reprise de l'expertise point par point, et ajouté au constat ces éléments déterminants pour l'indemnisation.

De l'avis de tous les adhérents et amis de l'ASPAP présents, **cette forme de solidarité méritait d'être généralisée**. Spontanément, une quarantaine d'entre nous s'est portée volontaire pour accompagner les éleveurs lors des attaques. L'ASPAP a mis en place le plan d'intervention suivant : s'il le souhaite, chaque éleveur, chaque berger, chaque président de GP peut être accompagné lors des expertises par un bénévole, souvent éleveur lui-même :

1. L'ASPAP tient à jour la liste des **bénévoles** prêts à intervenir ;
2. En cas d'attaque, l'éleveur appelle l'ASPAP au **06.30.29.90.86**. Magali Boniface, animatrice, coordonne chaque « **double-expertise** » : choix du bénévole selon le secteur, contact ...
3. Le volontaire retrouve l'éleveur sur le lieu de l'attaque ; **avec calme, recul et précision, il suit par point l'expertise** : rigoureusement, il relève tous les indices, photographie, note tous les éléments pris sur le terrain ...
4. Un **aide-mémoire en cas d'attaque** a été réalisé par l'Aspap à destination des personnes présentes auprès des troupeaux (éleveurs, bergers, amis ...).

L'ASPAP a adressé ce plan par courrier aux 80 Présidents de GP d'Ariège. Avec le « memento-attaque », nous pouvons vous l'envoyer par mail ou par courrier sur simple demande de votre part.

La montagne en deuil. Le décès subit de notre ami Guy Notté, éleveur à Axiat, a plongé ses amis dans la stupeur et le chagrin. Membre fondateur de l'Aspap, militant historique contre les introductions d'ours, ce lorrain d'origine a du batailler dur pour faire sa place sur la corniche. Il avait réussi, et cela force le respect. Nous renouvelons nos condoléances et à sa famille et à ses proches.

Il repose aujourd'hui au petit cimetière de Tignac où nous sommes très nombreux, émus et recueillis, à l'avoir accompagné en ce jour chaud et lourd de juillet. Notre cœur chante depuis un air triste de jeunesse enfuie, de ces temps durs mais heureux où nous étions pionniers.

Adieu Guy, adieu berger. Nous ne t'oublierons jamais.

➤ Toulouse, 26 juillet : apologie d'un mensonge annoncé

Les mesures annoncées par Nathalie-Kosciusko-Morizet, la nouvelle secrétaire d'Etat à l'écologie, après la rencontre à Toulouse de tous les acteurs pyrénéens n'ont suscité que colère et déception, et appelaient une réponse ferme des Pyrénéens. L'ASPAP s'en est chargée. Nous vous soumettons les deux courriers que nous avons rédigés pour le compte de la coordination pyrénéenne et adressés l'un à la ministre, l'autre au Président de la République à qui nous avons demandé audience.

Lettre à Nathalie Kosciusko-Morizet

Madame la Ministre,

Vous étiez venue à Toulouse, selon vos propres mots « pour écouter, comprendre et surtout renouer le dialogue avec l'Etat ... *au plus près du terrain* ». Après l'annonce de vos propositions, la déception *sur le terrain* est à la mesure de l'immense fossé qui sépare vos intentions des actions que vous préconisez. A des lieues des réalités, votre plan condamne à la fois le pastoralisme dans les Pyrénées, et la population d'ours dans le massif. Aussi sûrement et radicalement que l'accident qui vient de tuer Franska, l'ourse slovène dont nous avions demandé en vain le retrait.

Sur la forme comme sur le fond, certaines incohérences et interventions dans le déroulement de cette rencontre nous avaient alertés sur les résultats que nous pouvions en attendre :

- ✓ Une représentativité faussée : tous les députés, sénateurs, présidents de conseils généraux, de chambres d'agriculture, responsables professionnels et syndicaux, associations d'éleveurs et d'usagers de la montagne des 4 départements ont dénoncé, unanimes, les 10 années d'impossible coexistence *sur le terrain* entre l'homme et l'ours dans les Pyrénées. Est-il démocratique d'accorder la même légitimité à une poignée d'associations pro-ours, qui imposent leurs utopies aux Pyrénées sans avoir à assumer le contre-poids légitime et indissociable de tout pouvoir : la responsabilité - contrairement aux élus, aux responsables professionnels et institutionnels, aux éleveurs *sur le terrain* ?
 - A quel titre avez-vous invité les maires de Luchon et de Massat, représentant 2 des 5 communes favorables aux lâchers, pourquoi ne pas inviter alors les maires des 1300 communes des Pyrénées ?
- ✓ Le manque d'impartialité du Préfet de Région, coupant systématiquement la parole aux opposants au plan ours, et laissant développer à leur guise les associations pro-ours.
- ✓ Vos félicitations unilatérales à l'équipe de suivi de l'ours ont choqué l'assemblée. *Sur le terrain*, c'est bien leur incapacité à localiser et identifier les ours lors des attaques qui a rendu inopérant le protocole d'ours à problèmes. *Sur le terrain* les éleveurs, les bergers endurent avec courage depuis 10 ans des contraintes et des charges de travail toujours plus lourdes, les attaques sanglantes, le harcèlement nuit et jour que leur fait subir la présence de l'ours.

- ✓ Vos félicitations incompréhensibles envers Férus, alors que son représentant venait d'exprimer des idéologies extrémistes selon lesquelles « la montagne n'a pas besoin de moutons et d'activités humaines ». Le rôle irremplaçable de l'élevage de montagne est avéré : dans la dynamique de développement économique qu'il entraîne, son impact positif sur le tourisme, sur la biodiversité, sur l'accès de la montagne à tous, sur la beauté des paysages Pyrénéens.
- ✓ Votre analyse réductrice de nos propositions de cantonnement ou de réserve à des images de cages ou de zoo que nous avons toujours réfutés.

Les propositions que vous avez formulées à l'issue de la rencontre devaient malheureusement confirmer nos craintes :

- ✓ Comment croire à une nouvelle commission d'évaluation du plan ours, confiée à ceux là même qui ont évalué tellement positivement la première introduction de 1996-97 qu'ils en ont imposé une seconde vague d'introduction en 2006, fait unique en Europe.
- ✓ Quand vous sollicitez l'avis d'experts étrangers pour les ours difficiles, nous ne sommes pas dupes sur le fait qu'il ne s'agit que d'une manœuvre destinée à gagner du temps. Quel pyrénéen digne de ce nom, pourrait adhérer à l'idée de solliciter l'avis « d'experts » étrangers pour les ours les plus difficiles, quand le protocole français d'« ours à problèmes » est délibérément le plus rigide d'Europe ? Pourquoi ne pas revenir à la conclusion de Clévenger, éminent expert canadien, qui considérait les Pyrénées trop humanisées pour y introduire des ours ? Qui porte la responsabilité de la mort accidentelle de l'ourse Franska, dont nous avons demandé sans relâche le retrait ?
- ✓ Quel contribuable peut accepter qu'encore plus de moyens soient consacrés à satisfaire unilatéralement les utopies de 5 associations ultra-environnementalistes ? Qui poussent la provocation jusqu'à demander le remplacement des 2 ours dont la mort accidentelle démontre implacablement l'impossible adaptation de ces animaux ? Poursuivre dans cette voie, comme vous l'envisagez dans votre intervention du 9 août, déclencherait une véritable insurrection dans les Pyrénées.

Au plus près du terrain, aucun de nous, et l'ADDIP-Coordination Pyrénéenne en particulier, ne peut se satisfaire d'une rencontre dont le bilan se solde finalement par la création d'un chapelet de commissions, qui semble largement répondre aux attentes des associations pro-prédateurs.

Nous ne doutons pas de votre bonne volonté. A la lumière de nos dix ans d'expérience, et des échecs de vos nombreux prédécesseurs, le ou la ministre qui résoudra la question de l'ours dans les Pyrénées sera celui ou celle qui le premier saura s'affranchir de « l'anormale proximité entre l'administration de l'Environnement et les milieux écologistes dont elle est en partie issue » que dénonçait déjà le député Christian Estrosi en 2003*.

A Toulouse, tous les élus Pyrénéens, tous les responsables institutionnels et professionnels ont parlé avec force, d'une même voix. Vous pouvez comme vos prédécesseurs faire semblant de les écouter. Ou vous pouvez puiser dans leur conviction, dans leur légitimité, dans leur expérience *du terrain*, la force immense dont vous aurez besoin pour rétablir l'intégrité de votre ministère, et ramener la paix sociale dans ce massif.

Nous rappelons à votre connaissance la synthèse de nos propositions, que vous trouverez ci-joint.

Dans un climat social détestable, où l'irréparable - nous en avons la démonstration - peut se produire à tout moment, il est urgent d'agir.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

* * * * *

Lettre à Nicolas Sarkozy

Monsieur le Président,

Dans votre volonté de trouver une issue à la grave crise que traversent les Pyrénées, vous avez été sensible à nos arguments et à nos propositions. La mort accidentelle de l'ourse Franska, dont nous avons en vain demandé le retrait, montre une fois de plus combien ils sont fondés. Vous nous avez fait l'honneur d'être reçus par votre Conseillère Technique à l'Ecologie, Chantal Jouanno, à Toulouse le 16 Juillet, et nous vous en remercions vivement.

Pour la première fois, nous avons eu face à nous quelqu'un avec une écoute, une volonté, une franchise, une prise en compte des problèmes, une approche tellement différente de tout ce que nous avons connu jusqu'alors. Cette nouvelle façon de gouverner, tournée vers les gens qui travaillent prenait la forme de paroles très claires : « le pastoralisme doit être le pivot de toutes les activités montagnardes », « la concertation ne fut pas à la hauteur des enjeux du plan ours ». Enfin nous avons vu l'intérêt que suscitait la faisabilité d'un espace dédié aux ours, et l'inquiétude face à la présence d'ours « atypique ».

Suite à cette rencontre, un immense espoir est né et s'est diffusé dans toute la chaîne pyrénéenne. L'Elysée nous écoutait, on pouvait croire à l'ébauche de solutions qui existent et au retour à la paix sociale dans le massif.

Le jeudi 26 Juillet, nous avons rencontré Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie dans un cadre très différent avec toutes les parties réunies. Unanimes, les élus et responsables professionnels, institutionnels et associatifs sont venus dénoncer d'une même voix l'impossible cohabitation des hommes et des ours dans les Pyrénées. Et là, la déception fut à la hauteur de l'immense espoir qu'avait généré le rendez-vous de la semaine précédente.

A des lieues des réalités du terrain, la teneur des mesures annoncées à l'issue de cette rencontre a mis en évidence, une fois de plus, le grave noyautage interne de l'administration de l'Ecologie par les associations ultra environnementalistes. Dès 2003, Christian ESTROSI, rapporteur d'une commission d'enquête parlementaire relevait « l'anormale proximité entre l'administration de l'Environnement et les milieux écologiste dont elle est en partie issue ». D'autres rapports et missions, de l'assemblée nationale jusqu'à la direction de l'environnement, n'ont fait que confirmer ces dysfonctionnements inacceptables. Nous vous en donnons ci-après les références.

Quand les mêmes fonctionnaires qui ont participé à ce fiasco humain, social, économique et écologique qu'est l'importation d'ours de Slovénie depuis 10 ans sont encore aujourd'hui à la tête des études et réflexions menées par Madame Nathalie Kosciusko-Morizet, il semble impossible qu'une solution puisse venir du ministère de l'Ecologie. Malgré la bonne volonté de la Secrétaire d'Etat.

La mort accidentelle de l'ourse slovène Franska est une démonstration supplémentaire, cinglante, de l'absurde entêtement à poursuivre ce plan de réintroduction utopique, coupé des réalités et dilapideur de fonds publics. Nous pensons que seule une action rapide, forte et décisive peut encore éviter la catastrophe et sauver le pastoralisme dans les pyrénées. Et empêcher la disparition définitive de la population d'ours, que les ultra-environmentalistes, refusant toute idée d'espace dédié aux ours, mènent aussi sûrement et radicalement qu'ils l'ont fait pour Franska, à une fin proche, et certaine.

Face à une telle situation, héritage de 25 ans de manipulations et de mensonges et conscients « qu'il n'y a pas de fatalité », nous en appelons à votre autorité pour que la paix sociale revienne dans le massif où nous ne voulons que vivre et travailler en paix. Des solutions existent, Nous sollicitons un rendez-vous pour les envisager avec vous de façon claire, concrète et objective.

Convaincus qu'une approche pragmatique de la question de l'ours, que nous avons nettement perçue auprès de Chantal Jouanno, porte seule en elle les clés d'une sortie de crise proche et durable,

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Pièce-jointe : copie de notre courrier à Mme la Secrétaire d'Etat.

Annexe : Administration de l'Environnement et milieux écologistes, une « anormale proximité » Elle est dénoncée depuis plusieurs années par de nombreux travaux et missions d'étude :

- Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la présence du loup en France et de l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne présidée par M. Christian ESTROSI (enregistré à l'assemblée nationale le 2 mai 2003 sous le N° 825)*
- Le rapport d'information de la commission des finances de l'Assemblée Nationale déposé par Augustin Bonrepaux le 13 décembre 2006*
- Le rapport d'enquête sur le financement des associations intervenant dans le champ de l'environnement par le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable établi par l'inspection générale des finances (Ref. n° 2002-M-027-01) et l'inspection de l'environnement (Ref. n° IGE/02/033) et largement évoqué par Madame Roselyne Bachelot dans son livre « Le combat est une fête » (Ed. Robert Laffont, paru en novembre 2006)*
- Le rapport sur les fonctions de soutien et les opérateurs du MEDD établi par Pierre Roussel, Ingénieur général du GREF, Chef de l'Inspection générale de l'environnement le 22 novembre 2006 (N° IGE/06/047)*
- Le rapport Life Nature « Conservation des grands carnivores ne Europe » de 2000 (Ref. B4-3200/95/518) quant au rôle majeur de l'ADET en excluant totalement tous les acteurs de terrain tel que les collectivités locales, les organisations agricoles (Chambres d'agricultures et syndicats), les groupements pastoraux et gestionnaires et propriétaires d'espaces naturels privés et publics*